

3€

regards

N°55-56

MAI-JUIN 2015

29 MAI

2005-2015
**QU'AVONS-NOUS FAIT
DE CES DIX ANS ?**

NON

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémantine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoit Borrits, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot, Catherine Tricot,
Laura Rain, Jérôme Latta

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémantine Autain

SOMMAIRE N°55-56

p.4 Sur regards.fr

Le meilleur du web

p.8 Questionnaire de Proust

Pascale Fautrier

p.10 2005-2015

qu'avons-nous fait de ces dix ans ?

p.16 Béziers

Le Journal de Béziers, un torchon qui brûle

p.22 Philosophie

Les peuples d'Ernesto Laclau

p.28 Livres

Fin de règne

Europe. Que souffle le vent du Sud

Vu de nos fenêtres françaises, l'espoir ne se saisit pas facilement aujourd'hui. La politique se meurt, la gauche se dissipe, l'horizon s'assombrît. La messe n'est pas dite tant la période reste incertaine, mouvante, sous tension, mais les raisons d'espérer se cherchent. Et se trouvent au sud de l'Europe. La victoire de Syriza dans les urnes a permis d'enclencher une nouvelle séquence politique à l'échelle européenne. Le fameux TINA en prend un coup : en Grèce, et maintenant en Espagne où souffle le vent de Podemos, une toute autre logique s'affirme, celle qui se préoccupe du bien commun, de la justice, de la qualité et du sens de la vie. Jusqu'ici, nos réalités et nos esprits se trouvaient emmurés dans la « règle d'or » sans qu'aucune soupape, aucun point d'appui positif véritable, permette d'entrevoir un ciel plus clément pour le grand nombre. Bien sûr, le « non » au TCE en 2005 avait permis de contester cette construction européenne qui a l'oligarchie et l'idéologie néolibérale chevillées au corps. Ce fut un premier tournant mais il n'a pas permis de déboucher sur des lendemains qui chantent. Sarkozy puis Hollande ont si tôt fait de s'asseoir sur ce refus populaire et la gauche d'alternative n'a pas réussi à transformer l'essai, en inventant un « oui » entraînant et durable. Si nous regardons de près la partie qui se joue avec Athènes, c'est parce que la troïka veut faire une démonstration politique, et nous aussi. Les défenseurs de cette voie mortifère européenne veulent démontrer qu'aucune solution progressiste, qu'aucun écart avec le dogme de l'austérité et des ajustements structurels ne sauraient exister en U.E. Nous, nous voulons que soit au contraire démontrer que cette logique est mortifère et qu'un autre chemin, émancipateur, doit et peut s'ouvrir pour le peuple, avec le peuple. ↪ CLÉMENTINE AUTAIN



POLITIQUE

Le Parti de gauche en quête de direction

À quelques semaines de son congrès, le Parti de gauche est traversé d'interrogations, sinon de divisions. Et cherche une synthèse, pour son projet politique, que Jean-Luc Mélenchon sera probablement amené à définir.

Le quatrième congrès du Parti de gauche se tiendra au mois de juillet, mais, d'ores et déjà, les militants ont voté au sein de leur comité pour l'un des deux textes en présence. Sans présager des travaux du congrès national, l'expression des adhérents est déjà riche d'enseignement sur la situation du parti et les débats qui le traversent.

Des rangs clairsemés

Le chiffre est inquiétant et traduit une évidente crise militante : pour ce quatrième congrès, moins de 1 700 militants se sont exprimés. Une telle participation interroge sur les effectifs du Parti de gauche au printemps 2015. Officiellement, le nombre d'adhérents s'élevait à 12.118 au congrès de Bordeaux de mars 2013 et [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

MACRON

Zyèd et Bouna, enfants sacrifiés de la République

Le tribunal de Rennes, suivant les réquisitions du parquet, a relaxé les deux policiers poursuivis pour la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré, il y a dix ans à Clichy-sous-Bois. Rokhaya Diallo exprime toute l'amertume de cette impunité.

« S'ils rentrent sur le site, je ne donne pas cher de leur peau. » Tels sont les mots lacôniques qui ont précédé la mort de Zyed Benna, dix-sept ans, et Bouna Traoré, quinze ans. Des mots froidement prononcés par un policier conscient de leur engagement sur une voie périlleuse. Un commentaire énoncé sans être assorti d'aucune action pour prévenir un danger pourtant avéré.

Dix ans, vingt juges, et toujours le non-lieu

C'était en 2005, à Clichy-sous-Bois : trois adolescents effrayés, poursuivis par la police alors qu'ils n'avaient rien à se reprocher, se sont réfugiés dans un transformateur électrique. Deux d'entre eux trouvent la mort, le troisième, Muhittin Altun, survivra avec de lourdes séquelles physiques et psychologiques. Ces décès sont à l'origine d'une vague de révoltes dans les quartiers populaires d'une ampleur nationale sans précédent. [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)





SOCIÉTÉ

Alain Bertho : « Une islamisation de la révolte radicale »

Pour prendre la mesure des attentats de janvier et comprendre comment la révolte peut prendre de telles formes, Alain Bertho nous invite à apprécier le point de vue de leurs auteurs, et souligne l'absence actuelle de toute proposition de radicalité positive.

Regards. Comment avez-vous interprété les attaques terroristes du début d'année à Paris ?

Alain Bertho. Quelques jours après les attentats des 7 et 9 janvier, j'ai lu *Underground*. Dans ce livre basé essentiellement sur des entretiens, le romancier japonais Haruki Murakami tente de comprendre l'attaque meurtrière au gaz sarin perpétrée par la secte Aum dans le métro de Tokyo en 1995. Il a pour cela interrogé des victimes, dont il restitue les témoignages singuliers, et des membres de la secte. [...]

← [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

CHARLIE

Panthéon 2015 : la photo retouchée

La légitime émotion collective créée par l'attentat contre Charlie Hebdo Les quatre nouveaux résidents du Panthéon sont parfaitement légitimes. Mais en refusant la même reconnaissance aux grandes figures communistes de la Résistance, la mémoire de la République s'avère sélective.

Roger Martelli a été invité à participer à la cérémonie d'hommage à Pierre Brossolette, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Germaine Tillion et Jean Zay, qui aura lieu le 27 mai prochain. Absent de Paris, il n'assistera pas à cet hommage mérité. Tout en le regrettant, il a ajouté : « Par honnêteté, je me permets toutefois de dire que mon respect et mon admiration pour les quatre personnalités heureusement retenues n'annule pas une certaine amertume ressentie devant les absences criantes du choix final. La sensibilité communiste ne sera pas associée à la reconnaissance de la nation, quand tant de noms eussent pu y contribuer. Je le regrette. La force de la Résistance française fut dans son unité, tout autant que dans sa détermination. C'est donc unie qu'elle devrait entrer au Panthéon. » Pour expliciter son propos, il a rédigé le texte qui suit. [...]

➔ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)





Pascale Fautrier

répond à notre questionnaire de Proust



Pascale Fautrier, auteure d'un récit sur l'histoire de sa famille, *Les Rouges* (Seuil, 2014) vient de paraître en poche : huit générations d'hommes et de femmes engagés à gauche depuis la Révolution.

Ma vertu préférée

Le courage.

Ce que j'apprécie le plus chez mes ami-e-s

La culture, la délicatesse.

Mon principal défaut

Le découragement.

Mon occupation préférée

Rêver.

Mon rêve de bonheur

Y réfléchir.

Ce que je voudrais être

Ce que je suis.

Le pays où je désirerais vivre

Celui où j'aime.

Ma couleur préférée

Toutes les nuances de rouge.

La fleur que j'aime

Pivoine rouge sang.

Mes auteurs favoris en prose

Celui que je viens de lire avec bonheur
(Louis Lambert de Balzac)

Mes héros dans la fiction

Barry Lindon.

Mes héroïnes favorites dans la fiction

Ysé.

Mes héros dans la vie réelle

L'ouvrier polonais épuisé qui refait
au noir l'appartement du 5ème et me
prend des mains mon bagage, sans
un mot, avec seulement un sourire ;
l'employé black du magasin d'en bas
qui hurle dans la cage d'escalier parce
que ma vieille bagnole est sur le point
d'être envoyée à la fourrière.

Mes héroïnes de l'histoire

Beatrice Cenci.

Ce que je déteste par-dessus tout

Toutes les contraintes.

Personnages historiques que je méprise le plus

Le mépris n'est pas le sentiment
approprié.

La réforme que j'estime

le plus

Celle à laquelle j'ai décidé de me tenir
et toutes les réductions du temps de
travail salarié.

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

Voler les riches.

Ma devise

L'important n'est pas ce qu'on a fait de nous, mais ce que nous faisons de ce qu'on a fait de nous.

Mon état d'esprit actuel

Perplexe.

2005-2015, qu'avons-nous fait de ces dix ans ?

Bizarrement, le soir du 29 mai 2005 ne fut pas un moment joyeux. Il tombait un crachin hors de saison sur la Bastille ; il avait suffit à décourager tout esprit de fête. Les cafés s'étaient faits accueillants pour les quelques centaines de badauds qui voulaient marquer le coup et qui, bien vite, sont rentrés chez eux. On avait gagné. Gagné quoi ? Gagné comment ?

Bien que la consultation portait sur un projet de constitution européenne, le débat ne se cristallisa pas essentiellement autour du projet européen. Certes nous n'étions plus au temps du rejet de la CEE, mais dire que la réorientation de l'Europe obsédait les esprits et polarisait les débats serait très excessif. Nous étions d'abord mobilisés contre le libéralisme et contents d'avoir mis un coin

dans le discours dominant. Le slogan qui courait sur toutes les lèvres n'était-il pas une moquerie de la « concurrence libre et non faussée », à la fois danger et leurre. Cette bataille était un combat contre une doxa économique. Nous entendions bien ne pas laisser « inscrire dans le marbre d'une constitution » ce contre quoi nous nous battions au quotidien. La mobilisation était, à gauche,

double : une proclamation antilibérale et l'affirmation d'une souveraineté nationale sur les grands choix politiques. Cette double matrice ne nous a plus quitté. Avec ses forces et ses faiblesses. Ainsi l'antilibéralisme rassembla sous le même étandard de nombreuses luttes, des forces très diverses. La gauche d'alternative fragmentée, tentée par ses démons sectaires, était enfin réunie sur un projet essentiel. L'argent et ses logiques ne pouvaient avoir raison de tout, de notre société, de nos vies et de nos rêves. Forces politiques et syndicales issus du mouvement ouvrier ou nouveaux mouvements, notamment écologique, se trouvaient ensemble, au coude à coude dans ce combat. José Bové, Marie Georges Buffet, Clémentine Autain et Olivier Besancenot ensemble pour dire non : ça avait de la gueule et cela ressemblait à notre peuple – un peu trop blanc... Ils lui donnèrent corps, visages et voix.

Nous étions tellement heureux de cette unité si rare, que nous avons voulu l'ancrer et structurer l'espace militant autour de ce viatique. Ainsi sont nés les collectifs antilibéraux. La fondation Copernic et son président d'alors, Yves Salesse, prirent l'initiative inédite d'un rassemblement par le bas prolongeant « les collectifs pour le non » qui avait fleuri le temps de la campagne référendaire. Avant même le naufrage de la campagne de 2007, le parti pris exclusivement antilibéral devint pourtant notre talon d'Achille. La Ligue Communiste, toujours sou-

cieuse de séparer le bon grain de l'ivraie, se moquait de ce nouveau vocable, jugé trop incertain pas assez anticapitaliste. D'autres, dont l'auteure de ces lignes, regrettèrent le prisme trop unilatéralement économico-économique. De nombreux champs sociaux ne pouvaient être appréhendés par cette seule entrée. Ils furent, de fait délaissés. Et avec eux, les acteurs engagés autour de la culture, de la ville, d'Internet, de l'école, des migrants... Le mouvement antilibéral n'avait que peu de choses à dire sur tous ces sujets qui travaillaient notre société. Rien depuis n'est venu infirmer l'étroitesse de la dynamique globale. La diversité sociale, politique, culturelle de la gauche de 2005 s'est perdue en cours de route.

La revendication de démocratie au sens plein, vrai et neuf, qui se lie à la revendication de souveraineté des peuples, avait une puissante résonance. L'exigence venait du très fond de l'histoire nationale, elle ne pouvait qu'être entendue. La question n'était évidemment pas que nationale. La Grèce d'Alexis Tsipras est confrontée très exactement à cette question : l'Europe peut-elle être non-démocratique ? Peut-elle se construire contre les peuples ? La question était redoutable. Elle n'a pas été résolue. Les réponses les plus diverses ont cohabité dès 2005, au sein même de la gauche entre les tenants d'une sortie de l'Euro, voire de l'Ue, et les partisans d'une réorientation européenne ([lien débat Du-](#)

rand/Balibar dans Regards). Le refus de l'Europe libérale s'est parfois transformé en refus de l'Europe. Les conséquences dépassent, et de loin, le seul sujet de l'Ue (Cf article de Guillaume Liégard). Le débat court toujours et les mobilisations politiques sur le sujet européen en pâtissent. Les deux élections européennes n'ont pas permis à la gauche d'enranger sur cette victoire de 2005. A titre d'exemple, le jeune Front de Gauche ne réunit que 6,05% des voix en 2009 et 6,33% en 2014. Plus grave, le FN est parvenu à ravir cette campagne et à faire du refus de l'Europe, un des ses identifiants les plus clairs (avec le rejet des immigrés).

On se souvient que cette victoire du Non, nette et sans bavure, l'a été contre la quasi totalité des forces politiques et médiatiques. La condescendance, le mépris à défaut du silence entourait les militants du non. Qui étaient ces militants? Qui formait cette galaxie du non ? La place des syndicats dans ce mouvement ne fut pas une évidence. FSU et SUD s'engagèrent en tant que tel en faveur du Non quand la CGT se déchira au niveau confédéral. De ce débat, témoin de questions stratégiques plus amples, le premier syndicat ne s'est toujours pas remis. La place essentielle des partis fut, elle, à peine relativisée. Le PCF crut sincèrement au caractère décisif de son attitude unitaire. Marie-George Buffet n'avait-elle pas cédé du temps d'antenne légale pour que d'autres voix soient en-

tendues ? Le PCF en tira des convictions qui l'amènerent dans les désastres électoraux de 2007. Puis le conduisit à vouloir, en 2008, un Front de gauche cartel d'organisations politiques. L'idée que ce qui comptait était la diversité des sensibilités politiques et non la suprématie d'un groupe n'a que bien peu percé. Les mécanismes de mobilisation de la société furent l'incompris de la victoire. Etienne Chouard reste la figure emblématique d'une mobilisation individuelle, citoyenne. Professeur de lycée, il tenait, ce qui n'était pas banal, un blog. Ses arguments étaient partagés, repris par milliers. Ce fut la première campagne internet. Regards y apporta sa contribution en inventant le premier tract numérique avec la réalisation d'un dvd diffusé aux arrêts de bus à des dizaines de milliers d'exemplaires. L'Humanité, en publiant le texte intégral du projet, inaugurerait une manière neuve de faire de la politique... Regards inventait la première « Une à gratter », introduisant de l'humour et un jeu inattendu. Il y avait un foisonnement créatif. Tout cela fit une campagne joyeuse et audacieuse. Ce fut la base du succès. Qui l'a bien mesuré ? Marie George Buffet déclarait récemment au Monde « On n'a pas été capable, et j'assume ma part de responsabilité, de fédérer ces forces de gauche. On avait pourtant la matière pour créer une nouvelle dynamique ». « Les forces politiques se sont toutes recroquevillées sur leurs propres ambitions et leur fonctionnement » rajoute l'eurodéputé écologiste José Bové.



Signe de cette maldonne, les acteurs politiques du Non au référendum, dans leur diversité, ont tenté bien des expériences. Mais toutes sont aujourd'hui encalminées: NPA, Parti de Gauche, Front de Gauche, EELV ; frondeurs. Ca fait beaucoup.

Quels sont peut-être les points communs à la racine de ces difficultés ? J'en retiens essentiellement trois, présents dès 2005:

Malgré quelques progrès importants, comme la création du Parti de la Gauche européenne, PGE, et la campagne pour présenter Alexis Tsipras à la tête de la commission européenne, nous ne pouvons que regretter la trop grande faiblesse d'un projet politique alternatif pour l'Europe, capable de lier démocratie et rupture avec les principes concurrentiels. Ce projet ne doit pas être seulement un programme mais un sujet de mobilisation. Nous ne savons toujours pas le faire. La Grèce en sait quelque chose.

Notre discours économique est trop peu politique et sociale. Il souffre lui-même d'un défaut de réflexion sur l'au-delà de l'économie susceptible de rouvrir le champs. Nous nous trouvons pris comme des hamsters dans la cage de la dette, sans porte de sortie.

Enfin, toutes les expériences politiques, des plus ample aux plus modestes sont restées enferrées dans le champ politique institutionnel, cherchant à rebattre les cartes avec les mêmes acteurs, les mêmes méthodes d'organisation, la même représentation du social. Fabius et Bartolone, furent parmi les premiers à l'anticiper. Ils en tirèrent les conséquences et, dès l'été, rentraient dans le rang en essayant de se faire pardonner.

Tous les partis sont aujourd'hui en rade. Et nous avec. Les leçons d'une victoire restée sans suite doivent être tirées. C'est à ce prix que peut être nous sortirons de l'ornière.

● CATHERINE TRICOT

Le Journal de Béziers, un torchon qui brûle

Police ou journal, Robert Ménard arme tout ce qui est municipal dans la ville qu'il dirige désormais. Ou comment lancer un nouveau média d'extrême droite pour mettre des mots et des images sur une politique déjà écœurante.

C'est une publication si caricaturale qu'on l'on pourrait croire à une parodie. Mais la réalité du nouveau journal municipal de Béziers fait vite passer l'envie d'en rire. Lecture du numéro 13, daté du 15 mai 2015, que les plus courageux pourront télécharger ici.

Une forme à la hauteur du fond

Passée la couverture, une Marianne altière regardant avec insistance sur sa droite, les surprises commencent. Dès la page 2, la publicité pour alléger son Impôt sur la fortune (ISF) vaut son pesant de cacahuètes : « Un virus va encore frapper », « sa prolifération s'étend chaque année » et pour faire

bonne mesure « en mai, il est encore temps d'atténuer cette épidémie ». En toile de fond, un semblant de molécule du VIH : la classe. Nul doute que, pour s'adresser aux 259 des 45.440 foyers fiscaux de Béziers (chiffres 2013) assujettis à l'ISF, un simple courrier aurait été plus économique. Mais le ton est donné et la première impression qui se dégage à la lecture du Journal de Béziers est d'abord visuelle. La maquette se situe quelque part entre DéTECTIVE pour la version française et les tabloïds anglais les plus répugnantes comme The Sun pour les références internationales.

La construction de la page est volontairement tape-à-l'œil, criarde et raco-

leuse. Une série de très courts articles dont le titre est quasiment plus long que le contenu. Pour qui cherche une information étayée et argumentée, c'est incontestablement raté, mais le commentaire en moins de cinq-cents signes agrémenté d'une photo a cet immense avantage de pouvoir être lu par tous. « Je voulais faire un journal populaire », déclare Robert Ménard : reconnaissons que la forme retenue est sans doute efficace pour distiller page après page le poison des thématiques d'extrême droite.

L'ours de la publication se réduit à la plus simple expression : le nom du directeur de la publication, celui du maire de Béziers. Il est vrai qu'aucun des articles n'est signé, pas même l'éditorial. « Il ne faut plus interdire de parler des chiffres de l'immigration ». Le maire reconnaît prendre lui-même la plume tout comme son directeur de cabinet ancien de Troisième voie et Nouvelle résistance. À vrai dire, ça se voit.

Labourer les thèmes de l'extrême droite

La dernière livraison du journal de Béziers ne se contente pas des questions du fichage ethnique et religieux, ce sont toutes les thématiques de l'extrême droite qui sont abordés. Celle de la sécurité, de l'ordre, n'est pas oubliée. Vantant les résultats de sa politique et la baisse de la délinquance sur sa ville, l'article (enfin si l'on peut dire) est titré « Sale temps pour les voyous ». La mise

en image se fait par une pseudo interpellation d'un jeune – forcément un jeune – par ce qui devrait être un policier municipal, mais qui ressemble à s'y méprendre à un gros bras de l'extrême droite.

La sélection culturelle est du même tonneau. Dans la rubrique « Ça n'engage que nous », le DVD recommandé est ainsi *La Famille Bélier*, agrémenté d'une photo de Louane Emera, l'actrice principale, et d'une formule « *Lolita de souche* ». Les quelques lignes qui justifient ce choix ne font guère envie : « Un film qui (...) joue sur la France d'avant. Une France rurale où on chante du Sardou à pleins poumons », une France « où personne n'avait besoin de parler sans cesse de « vivre ensemble » et où on n'avait pas besoin de débattre sur les repas de substitution à la cantine de l'école ». Et l'article de conclure sur l'actrice : « Née en 1996, dans l'obscurité de Hénin-Beaumont (!), la petite française de souche a tout pour appâter le nostalgique des années heureuses », « les historiens du futur glosèrent sans doute sur son cas ».

Coup de chance, les mots croisés de ce numéro ont pour thème la pâtisserie, dans un numéro précédent c'était un « spécial Algérie française ».

Béziers ce n'est pas non plus le paradis de l'opposition

Le journal municipal se conclut par les textes des groupes d'opposition au sein du conseil municipal. Une petite note de la rédaction vient rappeler, à regret sans

FICHAGE ETHNIQUE : UN CHEVAL DE BATAILLE

Le numéro 13 du 15 mai 2015 fait une large place à la polémique née des propos de Robert Ménard sur France 2, le 4 mai, à propos du fichage ethnique. Après avoir affirmé au cours de l'émission *Mots croisés* qu'il disposait de tels fichiers pour sa ville, le maire de Béziers s'est fait plus discret devant la police judiciaire de Montpellier en déclarant «qu'il n'existe pas de fichiers ou de comptabilité en mairie».

Militant pour la statistique ethnique, le journal construit sa charge autour de deux éléments : des déclarations de responsables politiques Verts, UMP et même celles de Manuel Valls, qui ont à un moment ou un autre souhaité la mise en place de telles statistiques, la situation dans d'autres pays – notamment dans le monde anglo-saxon où une telle pratique est la norme. Détail amusant, le journal met en exergue un questionnaire du ministère de la Justice des États-Unis qui offre les possibilités suivantes sur la race : indien d'Amérique, hispanique, afro-américain, asiatique, hawaïen (polynésien) ou blanc. C'est à dire qu'un Arabe, au grand dam de Robert Ménard, serait compté avec les Blancs.

Quoi que l'on pense de l'utilité statistique (ou non) de fichiers ethniques voire religieux, il est clair que dans le contexte politique actuel, l'existence de telles données ouvrirait la possibilité d'un dévoiement majeur. Qui peut penser que de tels chiffres n'auraient une utilisation qu'à des fins de recherches ? Qui pourrait le garantir ? Évidemment personne.

doute, que cet espace oppositionnel est obligatoire. Fort heureusement, « La Tribune du groupe PS ne nous est pas parvenue » ce qui permet d'aérer la page avec une colonne vide. Mais si Robert Ménard ne peut interdire aux groupes un minimum d'expression publique il n'hésite pas à ajouter des commentaires aux écrits de ses opposants. Ainsi au court texte du conseiller communiste Aimé Couquet qui dénonce le fichage ethnique s'ajoute la remarque suivante tout en nuance : « Aimé Couquet devrait se rappeler l'époque où son parti défonçait les foyers de travailleurs à coup de bulldozer... il devrait donc avoir la pudeur de se taire ».

Robert Ménard a fait de Béziers un laboratoire de l'extrême droite. En s'emparant de la mairie, il bénéficie désormais de moyens institutionnels qui lui permettent d'enraciner ses thématiques au sein de la population. « Nous défendons nos idées, nous avons été élus. Notre journal a un point de vue, tous les journaux municipaux font la même chose », a ainsi déclaré le maire de Béziers. Tiré à 44.000 exemplaires, le journal municipal initialement mensuel est passé à un rythme bimensuel. Une manière comme une autre d'élargir son emprise sur la ville, avec un certain succès : lors des élections départementales, le FN a emporté les trois cantons de Béziers, envoyant ainsi six élus au Conseil départemental de l'Hérault. ● GUILLAUME LIÉGARD



IL NE FAUT PLUS INT DES CHIFFRES D

Pendant 24 heures, tous les médias de France ont parlé de prétdus fichiers qui existeraient en mairie de Béziers.

Et puis, la vérité est apparue. Non, il n'y a pas, il n'y a jamais eu de fiches, de fichiers ou de fichage des enfants musulmans en mairie. D'ailleurs, Robert Ménard n'a jamais utilisé ces termes inventés par les médias. Bien évidemment, la perquisition menée par le SRPJ de Montpellier, sur ordres venus de Paris n'a rien donné.

Alors, pourquoi tout ce bruit et toute cette fureur ?

Parce qu'il est interdit en France de parler des chiffres de l'immigration.

La France qui donne des leçons de démocratie au monde entier interdit chez elle ce qui se fait un peu partout dans le monde.

D'où une hypocrisie permanente de ceux qui nous gouvernent et qui instrumentalisent l'immigration et les immigrés pour leurs intérêts.

Quand, après l'attentat contre Charlie Hebdo, Manuel Valls annonce qu'il faut mettre fin à un « apartheid territorial » et que son gouvernement va mettre en place une « politique de peuplement » sur quoi appuie-t-il son constat ? Sur quelques chiffres ? Sur quels comptes ?

INTERDIRE DE PARLER DE L'IMMIGRATION !

édito



Sans doute sur ceux dont parlait le 5 octobre 2010 François Rebsamen. L'ancien maire de Dijon et actuel ministre du Travail déclarait alors au *Monde* : « *Les statistiques (ethniques) existent, en réalité, mais ne font pas l'objet de communications officielles. Elles existent y compris dans les commissions d'attribution de logements. Faudrait-il les rendre publiques ? J'en doute... »* »

Nul en France n'est capable aujourd'hui de dire à 100 000 près combien il y a d'immigrés. Personne ne sait davantage, à un million près, combien de clandestins ont traversé la Méditerranée depuis cinq ans.

Comment peut-on prétendre gouverner la France sans ces chiffres ?

Un afflux d'immigrés a des conséquences. Pour une commune comme Béziers, cela peut vouloir dire 100 élèves de plus par an dans les écoles. Quatre classes ! Exemple au hasard...

Ne pas dire les choses. Tair les chiffres. Dissimuler des vérités statistiques n'est bon pour personne. Parler libère. Toujours. À condition de parler de faits et de parler de la même chose. Dans ce contexte, les statistiques ethniques renforcentraient la démocratie. Elles permettraient aux citoyens de faire leur choix politique en toute connaissance de cause.

Qui a peur de la réalité ? ♦

Les peuples d'Ernesto Laclau

Deux journées consacrées à la philosophie politique d'Ernesto Laclau ont vu de grands noms de la pensée critique (Etienne Balibar, Jacques Rancière, Toni Negri, Judith Butler) rendre hommage au penseur argentin. Mais ont témoigné des résistances que cette pensée suscitait encore, notamment autour des notions de peuple et de populisme.

Dans le cadre de la semaine de l'Amérique Latine, la Fondation Maison des Sciences de l'Homme consacrait, cette semaine, deux journées de réflexion et d'hommage à la mémoire d'Ernesto Laclau, disparu au mois d'avril 2014, et reconnu comme l'un des noms des plus importants de la philosophie politique de la fin du XXe siècle. En effet, la pensée critique du théoricien argentin n'est pas seulement entrée en dialogue avec d'autres figures de la philosophie politique contemporaine (Toni Negri, Jacques Rancière, Etienne Balibar, Nancy Fraser, mais aussi Judith Butler), venues lui rendre hommage et poursuivre un dialogue critique. La pensée

de Laclau a aussi inspiré, notamment à travers un livre majeur, *Hégémonie et stratégie socialiste* (rédigé avec son épouse Chantal Mouffe, également présente pour l'occasion) les mobilisations politiques qui allaient déboucher sur les révolutions démocratiques d'Amérique du Sud. Et elle irrigue encore la réflexion de membres de Syriza ou de Podemos, qui s'en revendiquent ouvertement. Autant dire qu'elle est, en pratique, au cœur des questions et des défis qui animent aujourd'hui les luttes démocratiques à l'échelle mondiale. La pensée d'Ernesto Laclau reste encore largement méconnue en France. Cette mise à l'écart est bien sûr due

à un certain « retard » à la traduction propre à la France, ainsi qu'à un certain mépris eurocentriste, qui tient les révoltes démocratiques en Amérique Latine pour des phénomènes périphériques, quand il ne les considère pas, au mieux, comme des phénomènes « populistes ». Mais aussi à des « résistances » théoriques et politiques, jusque dans les rangs de ses interlocuteurs européens les plus bienveillants. Et c'est ce qui doit ici nous retenir. En effet, ces deux journées ont manifesté combien ces résistances étaient encore vives. Il est vrai que la pensée d'Ernesto Laclau (en faisant, précisément, du « populisme » un objet de réflexion pour repenser les mobilisations populaires) déstabilise violemment les cadres théoriques d'une pensée critique qui, même lorsqu'elle se veut l'héritière du marxisme (chez Toni Negri, Jacques Rancière, Nancy Fraser, ou même Etienne Balibar) reste rétive et à un certain héritage de Marx, et aux formes contemporaines de contestation politique.

L'intervention de Leonor Arfuch, professeure à l'université de Buenos Aires et amie de Laclau, le rappelait avec émotion. La pensée d'Ernesto Laclau s'est élaborée dans le cadre de la lutte contre les dictatures sud-américaines, des luttes pour les droits civiques, de l'effondrement du « camp socialiste », puis des luttes, toujours en Amérique du Sud, contre l'ordre néo-libéral. Et elle ne dissimulait rien du caractère problématique du « populisme » de Laclau, qui s'était

intéressé à la manière dont les mobilisations populaires, en Amérique du Sud, s'étaient montrées indissociables d'un certain investissement affectif dans la figure de personnages charismatiques (notamment Nestor et Cristina Kirchner). Mais, rappelait-elle, ce populisme était d'abord le produit d'un long travail de réinvestissement du débat public, voire de « colonisation » des médias, des arts, des institutions dominantes, par la pensée critique et les mobilisations populaires. « Lorsqu'il y a du récit, il y a de la stratégie ». C'est ainsi que l'hégémonie du discours néo-libéral s'était vue contestée puis finalement renversée, à travers la construction d'un récit global ralliant mobilisations populaires, discours critiques et passions populaires et, plus encore, une pluralité de demandes démocratiques hétérogènes (contre la corruption, la situation des millions de personnes en-dessous du seuil de pauvreté, les discriminations envers les minorités, les désastres écologiques).

C'est précisément le point sur lequel la pensée de Laclau semblait devoir faire encore polémique. L'articulation d'une pluralité de demandes démocratiques (et donc ouvertes à des revendications qui apparaissent hétérogènes : luttes de classes, mais aussi luttes environnementalistes, des femmes, des homosexuels ou des populations racialisées) semble effacer le caractère déterminant de la lutte de classes, et minimiser la nécessité de désigner un ennemi prin-

cipal. D'autant que Laclau mettait en garde contre la tentation de réduire la pluralité de ces demandes, de penser le « peuple » comme un tout substantiel et homogène. Et mettait au principe de la mobilisation populaire non plus un mot d'ordre unique (la dictature du prolétariat), mais ce qu'il appelait un « signifiant », assez « flottant » (les propositions « Tous ensemble ! » ou « Qu'ils s'en aillent tous ! ») pour pouvoir rallier des revendications divergentes.

Etienne Balibar le rappelait. S'il partageait, avec Laclau, le souci de dénoncer la crainte des masses, de voir représenter leur diversité dans un cadre politique, il s'inquiétait de ce que ce cadre puisse être, ou rester, le cadre national. Et voyait dans l'apparition, en Europe, de populismes de droite ou d'extrême-droite, une difficulté inhérente à toute politique populiste : l'impossibilité de dépasser le cadre national pour faire porter son effort émancipateur dans un cadre supra ou post-national. Pour Balibar, l'Europe restait le seul horizon d'émancipation, ce qui l'amenait à émettre des doutes ou des réserves sur le devenir de mouvements comme Syriza ou Podemos. Pour Nancy Fraser, plus radicale si l'on veut, la construction d'une hégémonie politique et culturelle ne devait pas supplanter une analyse en terme de structures sociales, sauf à effacer la contradiction principale : celle qui doit porter sur la construction d'une mobilisation globale, à travers les institutions internationales, contre la financiarisation mondiale. Il

s'agirait d'abord de contester le pouvoir global du capital. Celui-ci aurait d'ailleurs réinvesti les mouvements féministes et écologiques (mais l'on avait envie de demander à Nancy Fraser lesquels, et quelles fractions de ces mouvements, et surtout de quelle façon ce processus de mondialisation et de financiarisation opérait concrètement). Bref, pour Etienne Balibar comme pour Nancy Fraser, la pensée politique de Laclau resterait incapable de désigner un ennemi global, que ce soit le pouvoir du capital à l'échelle européenne, ou internationale. Jacques Rancière, lui, s'interrogeait sur l'idée de constitution du peuple à travers des demandes démocratiques hétérogènes, et l'idée d'articulation de ces demandes à travers des processus institutionnels (notamment les transformations électorales). C'était admettre, pour Rancière, d'une part le « règne du multi-culturalisme ». Et, d'autre part, la nécessité de réarticuler ces particularités assemblées qui font un peuple, puisqu'aux yeux de Laclau, les demandes particulières peuvent être articulées, aussi bien, autour d'identités nationales ou religieuses. C'est dire que, pour Laclau, le peuple peut, de lui-même, revêtir des formes fascistes ; ce que Jacques Rancière ne pouvait admettre, puisque le racisme ou la xénophobie populaires ne sauraient être, à ses yeux, que le produit d'une logique policière de l'État, de mécanismes institutionnels d'exclusion et de stigmatisation incorporés par les catégories popu-

laires. Autrement dit, Rancière contestait l'idée même de passions et d'investissements affectifs populaires conflictuels et hétérogènes, quelque sens qu'on puisse leur donner (et, notait-il fort justement, ce sens est pour Laclau historique et contingent, c'est-à-dire qu'on ne saurait en décider d'avance avant son articulation politique). Toni Negri, enfin, s'il saluait l'idée, chez Laclau, que le peuple est toujours le produit d'une construction hégémonique, mais qui n'était plus, comme chez Gramsci, articulé autour de la figure du parti, de l'intellectuel organique et de la dictature du prolétariat, s'interrogeait sur ce qui pouvait, dès lors, constituer l'unité et pour ainsi dire la réalité du peuple. La pensée de Laclau, trop raffinée, complexe, trop tournée vers des processus d'articulation et de transformation, verserait en réalité dans l' « idéalisme », et négligerait ce qui, en définitive, constitueraient la réalité « ontologique » du peuple : sa construction et son émancipation comme sujet concret à travers le travail. Pour Rancière ou Negri, Laclau échouerait, en définitive, à saisir la subjectivité populaire dans sa réalité ultime, qui est celle de la classe à qui l'on fait tort, et se constitue comme un nous dans une forme de séparation ou d'écart.

Pourtant, Jean-Claude Monod, et Chantal Mouffe elle-même, devaient le rappeler. Rien n'est plus étranger à la pensée de Laclau que l'idée que la politique puisse être réduite à la désignation d'un ennemi, encore moins celle d'un enne-

mi principal ou global. D'abord parce que cette désignation suppose le droit d'annihiler absolument cet ennemi ; elle a donc un caractère moral et non-négociable, apolitique. D'autre part, c'est l'articulation des rapports sociaux sous forme de différentes identités essentialisées (de classe, nationales, religieuses, ethniques, sexuelles ou de genre) qui caractérise un régime hégémonique de droite ou d'extrême-droite. Ce qui nous oblige à penser qu'une politique d'émancipation ne saurait être efficace sans mener ce que Laclau et Mouffe appelaient non pas une lutte globale, mais une « guerre de positions ». Autrement dit, une politique d'émancipation radicale ne saurait intervenir sur l'un des points nodaux d'un régime hégémonique de droite sans intervenir, en quelque manière, sur les autres. Et l'on avait presque envie de rappeler ici à Etienne Balibar et Nancy Fraser la métaphore leniniste chère à Louis Althusser : si vous voulez briser une chaîne, il faut d'abord en briser le maillon le plus faible. Ce serait vrai aussi aujourd'hui en Europe, où le travail contre l'ordre néo-libéral passe peut-être par les conflits en Grèce et en Espagne. Judith Butler, quant à elle, le rappelait avec énergie. Laclau n'entendait en rien minimiser la dimension classiste des conflits et des demandes démocratiques. Il appelait simplement à en reconnaître la pluralité radicale, et à penser, à défaut de leur convergence théorique, leur articulation pratique. Bien plus, revenant à une lecture stu-

péfiant des premiers travaux de Marx, Judith Butler rappelait que le prolétariat était d'abord, pour Marx, cette classe de corps marqués, dans leur chair, par les signes de l'exploitation et du travail forcé. Par conséquent, l'on ne saurait réduire en réduire la signification à des propositions formelles et logiques, ces corps, par leur seule présence ou leur manifestation, « signifiant » déjà des besoins matériels, des demandes d'émancipation opaques et hétérogènes (ce que Marx appelait le « secret du prolétariat »). De même, lorsque des corps se rassemblent sur les places publiques, comme à Tahir ou Taksim, cela signifie que les corps assemblés « parlent » déjà politiquement par leur seule réitération commune de l'occupation de l'espace, et leur exposition virtuelle à la répression policière. Et sans doute faut-il que ces significations opaques et hétérogènes soient réarticulées dans un récit ou un signifiant flottant, comme le dit Laclau. Reste que ces significations restent attachées à des formes de mobilisation populaire dont le sens n'est réductible ni aux individus qui les composent, ni à celle d'un collectif homogène. Autrement dit, il faut bien penser, avec Laclau, les mobilisations populaires comme des formes d'alliances entre des forces hétérogènes, voire conflictuelles ou même virtuellement hostiles sous un autre rapport. « Nous n'avons pas à aimer ceux dont nous sommes solidaires ». Au fond, c'est une même chose de dire, avec Laclau, que le peuple, s'il y en a et là où il

y en a, est nécessairement composé de forces hétérogènes, et ne se constitue qu'à travers des alliances appelées à se faire et se défaire, de manière historique et contingente. Et l'on pourrait dire, comme ne manquèrent pas de le faire remarquer plusieurs intervenants que Marx le savait déjà, plus attentif qu'on ne croit à ces processus, lorsque, dans ses écrits ou ses articles politiques, il analysait déjà les alliances de classes et de fractions de classes qui allaient porter Louis-Napoléon Bonaparte au pouvoir ou, au contraire, voir naître la Commune. Et l'on se disait finalement, au terme de ces journées consacrées à Laclau, riches mais parfois marquées par des interventions en effet « déclamatoires » (parlant moins des travaux de Laclau ou des processus d'émancipation en œuvre en Europe, que d'elles-mêmes ou de leur résistance à des pensées ou des formes de contestations nouvelles) que les véritables héritiers de Marx n'étaient peut-être pas ceux que l'on croit. Et que l'héritage le plus critique, inventif et vivant de Marx passait par ceux (Ernesto Laclau, Chantal Mouffe, Judith Butler) que l'on qualifie, peut être à tort, de « post-marxistes ».

● GILDS LEDEM

Fin de règne

Quelque chose ne tourne pas rond dans notre monde politique à bout de souffle.
Le système institutionnel, la Ve République, se révèle à bout de souffle.
Un roman, un récit, un essai en témoignent.

L'air du temps dégage un parfum de fin de régime. Ce qui se dit et s'écrit, c'est que la monarchie républicaine sent le roussié. Calmement, comme avant la tempête, trois livres d'actualité - un roman, une biographie, un essai - permettent d'en prendre la mesure. Commençons par la version romanesque. Il s'agit une trilogie, dont l'adaptation en série télévisée française est déjà prévue. Après *L'emprise*, Marc Dugain nous offre son *Quinquennat*. Ou plutôt celui d'un certain Launay, devenu Président de la République après avoir battu au deuxième tour le candidat d'extrême droite. On avait voté pour lui « ni pour son charisme relatif ni pour son programme aux contours vagues. Mais pour punir le sortant ». De convictions et de programme, Launay n'en avait pas. La soif de pouvoir, l'art de l'intrigue, le cynisme lui suffisait pour prétendre gouverner la France. Au point d'assumer dans l'entre-deux-tours un attentat per-

pétré par les services secrets contre de prétendus terroristes islamistes, attribué à des réseaux d'extrême droite. Le tour est joué. « En deux semaines, une nuée de collaborateurs de l'ancien régime allaient céder la place à d'autres, ils seraient dignement recasés, par tradition nationale, en attendant de revenir aux affaires et de traiter ceux qu'ils remplaçaient avec les mêmes égards. (...) Bref, tout ce qui crée l'inertie française paraissait sur le point de se renouveler dans une version nationale de jeu de la chaise musicale, où l'on compte autant de chaises que de gens qui tournent autour ». Dugain nous plonge dans le vase clos de la politique, au cœur de sa dramaturgie structurelle et psychologique. Il dresse le portrait d'hommes politiques sans empathie, animés par le désir de toute-puissance et de possession des femmes, l'amour de l'argent. Un univers qui, en place pour changer nos vies, ne s'intéresse qu'à lui-même et dont le lecteur, la lectrice ne peut que se demander : combien de temps cela

peut-il encore durer ?

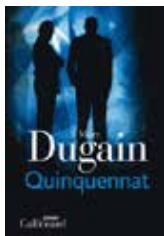
Même s'il a des airs de fiction, Richie raconte l'histoire bien réelle de Richard Descoings, ancien président de Sciences Po retrouvé mort dans un hôtel de New York. Raphaëlle Bacqué raconte la décadence, la tristesse aussi, d'un petit monde étourdi par le pouvoir. Oui, il y a quelque chose d'indécent et d'immoral à raconter, à peine trois ans après sa mort, les dessous d'une vie intime faite notamment de drogues ou d'amours plus ou moins cachés avec Guillaume Pépy ou de jeunes étudiants. Mais l'essentiel du livre, de son intérêt, est ailleurs : Raphaëlle Bacqué nous parle d'un microcosme parisien aux manettes sous la Ve République, de cette énarchie assoiffée de pouvoir qui passe en toute simplicité, en toute amitié, de gauche à droite, du cabinet de Jack Lang au soutien de Nicolas Sarkozy, signant une différence qui se meurt. Ici, la soif de reconnaissance, l'euphorie à naviguer en hautes sphères, la volonté de gagner beaucoup d'argent, la perte des grands desseins communs conduisent à franchir les limites du sens de l'Etat. Quelque chose ne (re)tient plus. Si Descoings a ouvert Sciences Po aux jeunes des ZEP, il a aussi su s'appuyer sur Michel Pébereau de la BNP-Paribas, son complice, faire venir DSK à son école pour des conférences à des prix assommants, faire preuve d'auto-

ritarisme ou obtenir – et justifier – une prime de 170.000 euros, en plus d'un salaire mirobolant. Au-delà du parcours tragique d'un homme, c'est bien un système à bout de souffle qui est pointé par Raphaëlle Bacqué.

Poussons plus loin. Au sommet du sommet, Serge Dassault figure en bonne place. Son opposant à Corbeil-Essonnes depuis vingt ans vient de publier un témoignage passionnant sur le cœur de son système. Militant communiste, Bruno Piriou raconte son expérience inédite, souvent violente, pétrie de défaites – parfois à un cheveu, comme en 2008 avec 174 voix d'écart. L'argent maudit est d'abord le récit de la mainmise d'un milliardaire sur une ville, la description du « système Dassault » et de sa chronique judiciaire. Mais ce livre est bien plus que cela. Le caractère exceptionnel du profil de Serge Dassault et du niveau de corruption en jeu masque des enjeux beaucoup plus courants, ceux du développement du clientélisme à l'heure du déclin du communisme municipal et de l'avènement du néolibéralisme. Bruno Piriou constate que « plus on creuse et découvre le caractère exceptionnel du système Dassault à Corbeil-Essonnes, plus s'y dessinent les lignes générales qui traversent la société française aujourd'hui ». Protégé par la droite au pouvoir mais bénéficiant aussi, pendant une longue période, de la bienveillance d'un

Manuel Valls, le clan Dassault se dégage des mailles de la Justice : les affaires mettent du temps à éclore, en dépit des plaintes récurrentes de Bruno Piriou, des dossiers constitués à la force du poing pour démontrer les faits de corruption. Mais ce que rappelle ce livre, c'est que la multiplication des affaires est très peu voire non sanctionnée dans les urnes. Les procédures concernant blanchiment d'argent, abus de biens sociaux ou achats de vote explosent au fil du temps mais les scores de Dassault puis Jean-Pierre Bechter ne mollissent pas. Une majorité dans la ville semble s'en tenir à ce constat dressé par Piriou : « Dans un contexte de défiance à l'égard des institutions et où le droit commun ne garantit pas l'ascension sociale, chacun a autour de soi la preuve concrète qu'un coup de pouce du milliardaire peut changer la vie ». Et Piriou de citer les travaux de Robert Saviano sur la mafia en Corse : « tout est permis parce que tout est pourri ».

● CLÉMENTINE AUTAIN



**Marc Dugain,
Quinquennat,**
Gallimard, 302 pages, 19,50 euros.



**Raphaëlle Bacqué,
Richie,**
Grasset, 284 pages, 18 euros.



**Bruno Piriou,
L'argent maudit.**
***Au cœur du système Dassault*,**
Fayard, 277 pages, 18 euros.



Le 7 mai était créé « la ville en commun. Réinventer des politiques locales transformatrice ». Ce laboratoire d'idées, situé dans le champs de l'alternative et centré sur les politiques publiques locales est ouvert aux élus, chercheurs, acteurs locaux...

Lors de la soirée de lancement, Roger Martelli a rendu compte d'une étude sur les évolutions politiques, démographiques et sociales des villes communistes et Front de Gauche. Conduite sous le double patronage de la Ville en Commun et de la fondation Gabriel Péri, le travail de Roger Martelli porte sur un ensemble de données croisées depuis les années 60.

Avec l'aimable autorisation de Roger Martelli et de la Ville en commun, nous publions son intervention. Le lecteur retrouvera sur le site de la ville en commun les données chiffrées qui accompagnait cette présentation.

Communisme municipal : les transformations d'un espace local

Je ne ferai pas une analyse sociologique du « communisme municipal », mais je proposerai quelques pistes d'analyse globale pour servir de cadre à une étude plus fine, au plus près du terrain. Pour esquisser ces pistes, je me suis appuyé bien sûr sur des études historiques portant sur la longue durée, rassemblée dans une synthèse parue en 2008, L'Archipel communiste. J'ai essayé de les compléter en constituant une base de données sociodémographiques et électorales portant sur environ 750 communes qui ont été administrées par un maire communiste ou apparenté entre 2008 et aujourd'hui. Cette base de données porte sur la période 1968-2012 pour ce qui est des données sociodémographiques et sur la période 2002-2015 pour les données électORALES. Pour une bonne part, ces données descendent jusqu'au bureau de vote (47 000 bureaux environ pour la France métropolitaine, dont 2 000 pour les villes de gestion communiste ou apparentée).

I. Rétrospective : le « communisme municipal » est un fait « total »

Je rappelle au départ que toute étude du communisme municipal comme objet social doit partir de l'idée qu'il s'agit d'un fait « total », dont l'étude ne saurait se réduire à la description des groupes sociaux qui en sont le support. Sans doute l'expression de « communisme municipal » a-t-elle le défaut de simplifier une réalité marquée par la diversité des enracinements locaux et des pratiques locales, gestionnaires et politiques. Mais la formule a aussi un mérite. Elle nous dit que nous avons affaire à bien plus qu'un territoire où les communistes sont en position d'hégémonie politique : nous traitons d'un espace complexe où s'entremêlent l'institutionnel, le social et le symbolique, dans une dynamique que le politique a su unifier et reproduire, en tout cas pendant quelques décennies. C'est la lente désagrégation de cet ensemble qui est à la base des évolutions difficiles du temps présent.

Des années trente jusqu'aux années 1970, trois grands traits ont identifié le communisme municipal :

- Le premier est la capacité à donner du sens à une expérience locale qui est à la fois singulière (l'historien Michel Hastings a pu ainsi parler de « communisme aux couleurs du local ») et universelle (c'est un modèle expansif, qui se veut reproductive). La municipalité communiste est d'abord un lieu d'organisation de la sociabilité populaire, un territoire ouvrier dont les édiles sont issus du monde plébéien et qui vise avant tout à limiter les effets de carence qui sont le lot du peuple. C'est d'autre part un lieu qui apparaît comme le premier pas vers la cité idéale où le peuple ouvrier ne sera plus souffrant mais dirigeant ; un lieu donc où doivent en principe fusionner la modernité urbaine et le mode de vie populaire, dans une dynamique d'émancipation continue.

- Le second trait du communisme municipal est le souci exprimé d'une cohérence communale qui se vit et qui se dit. Concentrée au départ dans la banlieue rouge et dans les isolats ouvriers, la municipalité communiste se veut le lieu de valorisation d'un espace populaire en expansion, corrélé à l'industrie mécanicienne de la seconde révolution industrielle. Ce n'est plus l'espace du manque, surveillé et dévalorisé (ce n'est plus le « Far West français », comme on le disait dans l'entre-deux-guerres). La gestion communiste, par son souci de

la mise en scène populaire (la réunion, la manifestation, la presse municipale) confond la recherche de la dignité et de la reconnaissance ouvrières d'un côté et, d'un autre côté, la promotion d'un territoire qui n'est plus celui des rejetés de l'urbanisation, mais d'un peuple urbain protégé par ses statuts et installé dans ses territoires de travail et de vie. En cela, l'espace communiste municipal est à la fois un laboratoire de l'égalité et de la modernité.

- Le troisième trait, enfin, est le lien qui s'établit, dès les années 1920, entre un modèle de gestion communale « sociale » (au sens large du terme) et une sociabilité locale. Au-delà d'un mode de gestion communale, le communisme municipal est un type de sociabilité populaire. On peut considérer, en fait, que l'espace municipal communiste est celui qui, au XXe siècle, pousse le plus loin l'émergence d'une culture populaire urbaine nouvelle : il s'agit en effet d'une culture d'agglomération, qui prend le relais des sociabilités plus anciennes de la communauté de village, des isolats ouvriers (la culture des corons) et des faubourgs de la ville du XIXe siècle. On sait que ce modèle, dont l'apogée se situe entre la Libération et de début des années soixante (les élections de 1977 en sont l'ultime écho décalé), entre en crise dès la fin des années 1970.

II. L'observation des données

Avant de décortiquer les mécanismes de crise, je vous propose un temps d'observation, en naviguant dans notre base de données, autour de quelques tableaux récapitulatifs, présentés à la suite de ce texte.

1. Les deux premiers tableaux rappellent le cadre général d'évolution du communisme municipal. Jusqu'en 2008, l'analyse porte sur l'ensemble des communes. Pour 2014, il n'a pas été possible d'en faire autant. La seule comparaison possible en longue durée porte donc sur les communes de plus de 3 500 habitants, soit un quart seulement des communes mais qui regroupent tout de même 90 % de la population administrée. En 1977, les municipalités communistes et apparentées sont au nombre de 380 et regroupent 7,6 millions d'habitants ; en 2014, elles sont 146 pour 2,3 millions d'habitants administrés. La perte est donc entre un tiers et un quart du nombre initial de communes, d'un peu moins d'un tiers en population administrée. Pour cette tranche de communes, comme le montre le tableau 2, l'érosion a été continue depuis 1983, sauf en 2008. On notera que les reculs les plus importants ont eu lieu en 1989 et en 2014 : environ un quart de l'effectif en moins. J'ajoute un aspect qui ne se voit pas dans le tableau : en 2014, un tiers des pertes environ s'est fait au bénéfice d'un candidat classé à gauche.

2. Le troisième tableau porte sur l'évolution démographique. Jusqu'en 1975, la croissance démographique des villes communistes est supérieure à la moyenne nationale. Ce n'est plus le cas depuis. Entre 1990 et 1999, ces villes ont même connu un léger tassement, récupéré depuis, mais dans une proportion moindre que la France métropolitaine. Au total, les 750 communes observées ont vu leur part dans la population française reculer entre 1975 (6,4 %) et aujourd'hui (5,7 %). Croissance moindre, donc attractivité moindre...

3. Quels sont les traits sociodémographiques les plus généraux ? Structuellement, ils sont sans surprise : le tableau 4 montre que les communes PCF sont en moyenne un peu plus jeunes, comptent deux fois plus d'étrangers que la moyenne nationale et davantage de chômeurs. Les formations scolaires les plus courtes y sont plus nombreuses, les plus longues moins denses. On y trouve un peu moins de cadres et de professions intermédiaires, un peu plus d'ouvriers et d'employés, sensiblement moins de propriétaires de leur logement et davantage de locataires HLM. La mobilité résidentielle y est aussi un peu plus faible qu'ailleurs : un peu moins de ménages installés depuis moins de deux ans, un peu plus installés depuis plus de dix ans. Il reste donc un zeste d'originalité sociologique globale aux communes administrées par des communistes.

4. Mais comment ont évolué les groupes sociaux ? Comme partout ailleurs (tableau 5). La part des cadres et professions intellectuelles supérieures a plus que doublé entre 1968 et 2012, tandis que celles des catégories les plus populaires (employés et ouvriers) se tassait légèrement. En 1968, il y avait 4,5 fois plus d'ouvriers et d'employés que de cadres ; en 2012, il y en a 1,7 fois plus, soit un rapport proche de ce que l'on observe à l'échelle du territoire métropolitain. En 2012, en tout cas (tableau 6), il y a presqu'autant de cadres que d'ouvriers et d'employés (environ un tiers pour chaque groupe). L'espace historique du communisme reste populaire (deux tiers des actifs sont ouvriers ou employés), mais il n'est plus prolétarien. Les évolutions les plus récentes (tableau 7) ont renforcé un peu plus le trait. Dans des villes de croissance ralentie et dont la population vieillit davantage que la moyenne nationale, les cadres et professions intermédiaires enregistrent une croissance plus forte que la moyenne nationale, alors que les catégories populaires se tassent, un peu plus même que dans le reste du pays. Au total (tableau 9), les spécificités sociales des villes de l'espace communiste ancien ne disparaissent pas, mais s'estompent peu à peu.

5. Les moyennes communales cachent toutefois une très grande inégalité par quartier (tableau 10). Le document classe les 2 000 bureaux selon 9

grandes caractéristiques sociodémographiques. Ne sont retenus ici que les 10 premiers bureaux et les 10 derniers par ordre hiérarchique. Pour chaque catégorie, on a calculé le coefficient de multiplication entre le pourcentage le plus élevé et le plus faible ; plus le rapport est élevé, plus l'hétérogénéité est grande. On constate alors que les écarts les plus faibles concernent la part des catégories populaires (écart de 1 à 9), et celle des formations supérieures (1 à 9) ; ils sont un peu plus élevés pour les tranches d'âge et la part des sans diplôme. Ils vont de 1 à 30 pour les cadres et professions intermédiaires et ils sont maximaux pour la part des étrangers.

6. Que conclure de ces traits ? Que les villes de l'espace communiste ancien restent bien populaires, les catégories populaires étant plutôt bien réparties en moyenne dans le territoire communal. En revanche, la

polarité s'exacerbe aux extrêmes de la hiérarchie sociale : là le mélange ne s'opère pas. Il y a des ouvriers et des employés, plus ou moins mais un peu partout ; ce n'est pas le cas des cadres et moins encore des étrangers.

Mettons ce fait en relation avec l'évolution des catégories populaires elles-mêmes et avec la moindre mobilité de la population : on peut alors formuler une hypothèse. La croissance démographique ralentie depuis 1975 cache une différenciation notable qui diversifie à l'extrême la dialectique de la sta-

bilité et de la mobilité. L'espace communiste, surtout dans la périphérie de petite couronne, enregistre l'arrivée de couches moyennes-supérieures et de couches moyennes écartées des villes-centres. En revanche, la rétraction des groupes ouvriers anciens dit à la fois le vieillissement général de la classe et le départ vers les périphéries plus éloignées des strates ouvrières antérieures. La population actuelle comporte donc trois groupes dont les intérêts peuvent diverger : les catégories populaires classiques qui demeurent dans tous les types de quartier et qui, dans les zones de population plus pauvre, peuvent vivre le risque du déclassement ; une population précarisée mais non sans ressource (sociale notamment), qui peut trouver dans l'homogénéité relative des « quartiers » la base de sa survie ou de son développement ; une population plus aisée, qui côtoie les catégories populaires relativement stables mais pas les plus précarisées, et qui peut souhaiter la « moyennisation » par le haut des espaces urbains.

7. Y a-t-il un lien entre ces évolutions sociodémographiques et l'évolution du vote ? Pour le faire, j'ai tenté une analyse de corrélation en brassant les grandes données sociodémographiques et les indices d'évolution électorale par grand type de scrutin. Ces corrélations sont résumées dans deux tableaux (document, l'un qui porte que les 700 communes pour lesquelles la totalité des

données est disponibles, l'autre qui porte sur une centaine de villes perdues. Disons, en gros, que les deux tableaux montrent avant tout le faible poids des données sociodémographiques dans les grandes évolutions du vote de 2002 à 2015. Les sociodémographiques continuent d'orienter le vote, mais ne semblent pas jouer de façon simple dans ses déplacements. Dans les deux cas, les indices de corrélation sont faibles, positivement ou négativement. Ils sont un peu plus nets dans les villes perdues, mais sans que se dégagent des lignes de différenciation sociale nettes.

8. On peut à partir de là faire deux séries d'hypothèses :

- La première renvoie à l'idée, par ailleurs bien connue, selon laquelle l'effet des différenciations sociales varie en fonction de l'écologie globale des territoires. Les groupes sociaux n'ont pas le même comportement politique selon l'équilibre social des territoires dans lesquels ils vivent. Par exemple, dans les villes communistes les bureaux à forte population étrangère s'abstiennent un peu plus que la moyenne, ils se reportent aussi un peu plus que la moyenne sur le Front de gauche et la gauche aux élections européennes. À l'autre bout de la hiérarchie sociale, les cadres et professions intellectuelles supérieures ont un peu plus que la moyenne voté pour le Front de gauche et la gauche dans les scrutins présidentiels et européennes.
- La seconde hypothèse renvoie au poli-

tique lui-même. L'espace communiste ancien était à la fois un territoire socialement défini et un lieu de vote à gauche maximal. Or nous vivons une période marquée à la fois par une certaine dilution de « l'exceptionnalité » sociale de cet espace et une phase d'incertitude profonde de l'identification à gauche, et cela dans

toutes les composantes de ladite gauche. Les déterminants de gauche fonctionnent, mais moins que par le passé, de façon moins stable et dans une différenciation interne croissante.

Cette incertitude apparaît de façon concentrée dans le document 12 qui porte sur l'évolution du vote de gauche. La moyenne du vote de gauche, toutes élections confondues, est passée de 56,6 % entre 2002 et 2009 à 54,4 % entre 2012 et 2015, alors que cette moyenne progressait très légèrement dans l'ensemble du territoire métropolitain. Si l'espace communiste reste plus à gauche que la moyenne, il l'est moins qu'auparavant et il ne l'est plus de façon uniforme à toutes les élections. À cette fragilité globale, s'ajoute la moindre cohésion de cet électoralat : l'hégémonie communiste à l'intérieur de la gauche n'est plus assurée et, dans des conjonctures locales, la concurrence à gauche peut jouer nettement en défaveur de la partie la plus à gauche de la gauche, comme cela s'est observé dans de nombreux cas en 2014.

III. Les temps forts de la crise

Je terminerai en m'essayant à quelques réflexions très générales. Je suis parti d'une caractérisation rapide des lignes de force anciennes de l'ainsi nommé « communisme municipal ». J'en viens donc à ce qui a défait ces lignes de force.

Je laisse de côté les grands substrats de toute analyse : les mutations dans les rapports des classes, le déplacement des groupes dits inducteurs – les grandes figures dominantes du peuple laborieux, comme autrefois le typographe, le mineur ou le métallo –, le changement général des formes de sociabilité et des grandes représentations collectives. Je m'en tiens ici à trois grands éléments spécifiques de crise à l'intérieur des espaces qui furent ceux du communisme municipal.

- La gestion communiste a valorisé les territoires de la banlieue et, plus généralement, les espaces populaires liés à l'industrie. L'imaginaire municipal des communistes s'est associé à la fierté de la banlieue, à la fin de l'enclavement et de la relégation des « classes dangereuses ». Or la fin des années soixante-dix a ouvert une nouvelle phase de dévalorisation, avec au cœur la question du logement, et plus particulièrement celle des grands ensembles. Les ménages populaires en ascension sociale ou relativement protégés aspirent à d'autres conditions de logement et amorcent leur transfert vers les couronnes périphériques ; les plus précaires se trouvent

captifs d'un environnement urbain dévalorisé et rapidement dégradé. Départ volontaire des uns et résidence forcée des autres : on passe de l'image d'un territoire valorisé par la qualité des équipements collectifs et par la densité de sa sociabilité populaire à l'image d'un territoire déprécié par la triple tendance du retrait industriel, de la « ghettoïsation » du tissu urbain et de la dégradation du bâti et des espaces partagés, qu'ils soient publics ou résidentiels.

- Le second déterminant de crise se trouve dans l'évolution de la gestion publique. Les années 1930-1960 ont été marquées par le grand partage des tâches entre un État entrepreneur et stratège qui aménage le territoire et des municipalités chargés de la gestion du quotidien social. Or l'État se désengage sur tous les terrains avec l'effritement de l'État-providence et la décentralisation. Cela se fait alors que l'enjeu territorial grandit : la qualité du territoire devient un élément structurant, un lieu de valorisation matérielle et symbolique au moins aussi grand que l'était l'usine de la seconde révolution industrielle. L'accès égal aux services urbains, la synergie des espaces publics et des espaces privés se combinent désormais avec les questions structurantes d'hier, celle des statuts du travail et celle de la redistribution des ressources. En phase de grand retour de la machine à produire de l'inégalité, la question urbaine et le sentiment du délaissement périphérique deviennent des éléments

structurants, du social comme du politique.

- Le troisième nœud de crise se trouve au cœur même de la sociabilité populaire. Que nous disent les chiffres évoqués tout à l'heure ? Que les catégories populaires gardent une place notable dans l'espace communiste local. Mais elles se tassent numériquement par le départ de groupes anciens. Et elles se transforment dans leur composition, avec le recul des groupes inducteurs qui organisaient le monde ouvrier d'hier et avec la montée d'une polarité sociale distinguant et même séparant les mieux nantis et les plus précaires qui se mélangent de moins en moins. Les années trente-cinquante avaient tendu à unifier relativement l'espace urbain périphérique autour des groupes moteurs de l'industrie et de leur sociabilité expansive. Ces groupes se résorbent ou s'éloignent et leur recul s'accompagne du déclin de leur sociabilité. À la place se développent des formes nouvelles, soit portées par des couches moyennes en expansion, soit accompagnant l'existence des groupes les plus précaires, souvent liées aux étapes antérieures de l'immigration, groupes qui oscillent eux-mêmes, comme le mouvement ouvrier des origines, entre l'exigence fière et combative de l'accès aux droits et la tentation du ressentiment violent et de la clôture sur soi, sur l'individu concurrent de tous les autres ou sur la communauté restreinte. Au total, la texture des cultures de classe se délite, pour laisser

la place à des identifications nouvelles, qui n'excluent pas la critique de l'ordre dominant et la recherche de nouvelles utopies, mais qui, pour l'instant tout au moins, les recouvrent massivement par les thématiques de l'identité, de la peur « de ne plus être chez soi ».

4. Le cœur des crises locales se trouve donc dans ce grand retournement historique : l'espace urbain populaire, toujours divers, avait tendu à s'unifier ; aujourd'hui, les inégalités croissantes figent la diversité en différence, ne semblant laisser de choix qu'entre l'indifférence aux différences d'un côté, la fascination de la différence pour la différence de l'autre côté. Les catégories populaires sont là, mais il n'y plus de groupe central qui serve de support à leur relative unification. C'est donc la question de la possibilité ou de l'impossibilité d'inverser cette tendance contemporaine à la fragmentation qui est au cœur des alternatives. Pour l'instant n'existent que deux grands modèles de gestion de cette fragmentation à l'intérieur du système financier dominant : d'un côté, le parti pris aujourd'hui dominant de la concurrence (la compétitivité et l'attractivité des territoires) et de l'ordre sécuritaire et technocratique qui est au cœur des projets libéraux et sociaux-libéraux ; d'un autre côté, la valorisation d'un républicanisme répétitif et souvent incantatoire qui ne semble guère

en mesure de surmonter les pentes éta-
tistes qui firent sa force hier et qui contre-
disent aujourd'hui le troisième parti pris
possible : celui de l'émancipation.

Comment, dans des territoires mouvants, travaillés par les inégalités, redonner du sens commun à des populations qui ne savent plus regarder ensemble l'ave-
nir ? Comment réunifier des groupes aujourd'hui dispersés, autour d'un projet de dignité et de responsabilité, comme il put s'en former naguère ? Telle est sans doute la manière de ne pas succomber à l'idée d'une fatalité dans le déclin. Mais ce n'est pas le cœur de mon propos, qui cherche d'abord à mettre en évidence les nœuds de difficulté et de contradic-
tions conditionnant aujourd'hui l'action pu-
blique et le conflit politique. S'il me fallait résumer l'essentiel des tableaux présen-
tés, je le ferais en une phrase :
ils nous montrent un espace communal de moindre dynamisme démographique, qui souffre d'un manque d'attractivité globale, dont la sociologie se rapproche de la moyenne nationale et où la gauche tend à s'affai- blir et à se dissocier. Tout, dans cette situation, ne re- lève pas des seuls effets nationaux. L'écologie territo-
riale joue un rôle structurant non négligeable. Ainsi, la capacité à penser la dynamique urbaine moderne et, dans ce cadre, la possibilité de définir les conditions de politiques locales innovantes, populaires, nourries des valeurs de la

gauche historique, pèsent lourdement dans la balance dans les prochaines années.

Je ne me risquerai donc pas aux suggestions alternatives. Je me contenterai d'une seule remarque, qui porte sur le cadre général du projet. On a vu que, dans l'espace étudié ici, la typologie des catégories sociales ne vaut qu'à l'intérieur d'un territoire globalement défini. Dans la promotion qui fut naguère celle des catégories populaires, la capacité à inscrire les demandes d'égalité, de dignité et de stabilité à l'intérieur d'un territoire lui-même valorisé n'a pas été pour rien dans l'efficacité du « communisme municipal ». Une capacité analogue devrait donc se rechercher : la promotion actuelle du peuple est inséparable de celle du territoire dans lequel il vit. Ce territoire toujours populaire n'est pas sans potentialités ; mais pour l'instant il fonctionne et il est vécu sur le registre du déclin et de la moindre attractivité. Contrecarrer cette image, penser le peuple tel qu'il est, dans le territoire qui doit et peut être le sien : ce n'est certainement pas une dimension mineure des relances démocratiques de demain.

Au fond, il n'est pas aujourd'hui de valorisation du peuple pensable sans valorisation de l'urbain qui l'en-serre. Disons-le autrement : il n'est pas de projet de société solide, sans projet pour le territoire concret qui en est le support.

[Retrouvez toutes les données chiffrées sur le site de la ville en commun](#)